



Assemblée générale

Distr. générale
22 mai 2000
Français
Original: anglais

Cinquante-cinquième session

Points 67 et 68 a) et b) de la liste préliminaire*

Instauration des relations de bon voisinage entre les États des Balkans

Maintien de la sécurité internationale :
prévention de la désintégration des États par la violence;
stabilité et développement de l'Europe du Sud-Est

Lettre datée du 19 mai 2000, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Représentant permanent de l'ex-République yougoslave de Macédoine auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur la déclaration conjointe que Boris Trajkovski, Président de la République de Macédoine et Petar Stojanov, Président de la République de Bulgarie, ont faite à Skopje, le 15 mai 2000, à l'occasion de la visite officielle de ce dernier en République de Macédoine les 15 et 16 mai 2000 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale, au titre des points 67 et 68 a) et b) de la liste préliminaire.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Naste **Calovski**

* A/55/50.

Annexe à la lettre datée du 19 mai 2000, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Représentant permanent de l'ex-République yougoslave de Macédoine auprès de l'Organisation des Nations Unies

Déclaration conjointe

À l'occasion de sa visite officielle en République de Macédoine, M. Petar Stojanov, Président de la République de Bulgarie, ainsi que M. Boris Trajkovski, Président de la République de Macédoine, ont examiné la situation en Europe du Sud-Est et la question de la sécurité régionale.

Profondément satisfaits des initiatives prises par la communauté internationale en faveur de la stabilisation de la situation au Kosovo, les deux présidents ont réaffirmé qu'ils appuyaient sans réserve la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) et la Force internationale de sécurité au Kosovo (KFOR) ainsi que les mesures énergiques qu'elles avaient prises pour prévenir la violence et promouvoir la démocratisation. En même temps, ils ont constaté avec préoccupation les obstacles à la mise en oeuvre de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité et ont lancé un appel à toutes les parties intéressées pour qu'elles abandonnent toutes les formes de violence et contribuent à instaurer l'ordre public et la sécurité.

À cette occasion, les deux présidents ont réaffirmé leur attachement à la mise en oeuvre, sans réserve et selon les principes, de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.

Les Présidents Trajkovski et Stojanov sont convaincus qu'il est nécessaire d'établir une société démocratique multiethnique au Kosovo au sein de laquelle tous les droits de l'homme et toutes les libertés, notamment le droit d'appartenir à toute communauté ethnique, seront respectés et ils condamnent en outre toutes les tendances à l'épuration ethnique du Kosovo.

Les Présidents Trajkovski et Stojanov condamnent toutes les formes de violence et d'extrémisme de part et d'autre, qui attisent des tensions dont les seuls bénéficiaires sont les adversaires de tout règlement de la crise. Ils sont tout particulièrement préoccupés par les tentatives des extrémistes d'élargir le conflit en Serbie du Sud, pour servir les intérêts de ceux qui souhaitent étendre le conflit dans les régions alentour.

Les deux présidents préconisent le retour de toutes les personnes déplacées à l'intérieur du pays ainsi que des réfugiés dans leur foyer au Kosovo. Ils expriment leur appui à l'action de la communauté internationale en vue d'effectuer un recensement de la population du Kosovo à la veille des prochaines élections démocratiques locales. Toutes les communautés ethniques au Kosovo doivent assumer leurs responsabilités politiques quant à la situation au Kosovo.

Les deux présidents ont fait remarquer qu'une paix durable, la stabilité et la prospérité ne règneront dans la région que si l'on abandonne les notions de grand État nation et de grande nation et si l'on règle tous les problèmes et questions de façon pacifique, par le biais du dialogue, dans le respect total de tous les principes et normes internationaux et européens généralement acceptés. Aussi s'engagent-ils à

respecter sans réserve les frontières existantes et se déclarent-ils en outre résolument opposés à toute tentative visant à les retracer.

Dans ce contexte, les Présidents Trajkovski et Stojanov appuient l'action en faveur de la mise en oeuvre sans retard du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est qui vise à aider les pays de la région non seulement à surmonter les conséquences de la crise du Kosovo, mais encore à progresser sur la voie de la démocratie, des réformes économiques et d'une plus grande sécurité, et par là-même à se rapprocher plus rapidement des processus et des normes européens.

À cet égard, les deux présidents ont exprimé leur soutien à la démocratisation de la République fédérale de Yougoslavie qui permettra son admission au Pacte de stabilité et l'harmonisation de la zone démocratique en Europe du Sud-Est.

Les Présidents Trajkovski et Stojanov ont exprimé l'espoir de leurs peuples qu'un nouveau climat s'instaure dans la région en ce nouveau millénaire. La signature de la déclaration du 22 février 1999 par la République de Macédoine et la République de Bulgarie montre que les pays de la région peuvent se tourner vers l'avenir comme l'a d'ailleurs confirmé la charte de relations de bon voisinage, de stabilité, de sécurité et de coopération en Europe du Sud-Est, adoptée récemment.

La République de Macédoine et la République de Bulgarie sont disposées, de concert avec leurs voisins, à donner une nouvelle image à l'Europe du Sud-Est, susceptible de faciliter l'action commune en faveur de son intégration dans les structures européennes et l'euratlantiques. Ils sont convaincus que le meilleur garant de la prospérité future de la région réside dans l'association à part entière de ces pays à l'OTAN et à l'Union européenne.

Se déclarant prêts à entreprendre des efforts concertés en faveur du maintien de la stabilité dans les pays voisins et de la prospérité dans la région, les Présidents Trajkovski et Stojanov engagent les autres dirigeants des pays de l'Europe du Sud-Est à se joindre à eux.
